

Zeitschrift:	Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz = Protection civile, protection de la population, protection des biens culturels = Protezione civile, protezione della popolazione, protezione dei beni culturali
Herausgeber:	Schweizerischer Zivilschutzverband
Band:	50 (2003)
Heft:	4
Artikel:	Un monde sans armes de destruction massive
Autor:	[s.n.]
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-369703

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

a acquis une reconnaissance internationale. La visite en septembre 1997 du Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan au Laboratoire de Spiez fut également une marque d'estime pour un organe spécialisé reconnu pour la fiabilité de ses travaux.



Les services du LS sont également offerts par la Suisse dans le cadre du programme de l'OTAN «Partenariat pour la paix». En octobre 1997, un premier séminaire a été organisé à Spiez en vue de la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques. A l'avenir également, l'image du LS sera empreinte des activités internationales. Les questions de sécurité et les mesures de contrôles d'armement, ainsi que la protection contre les moyens de destructions massives, détermineront les activités futures.

Rattaché au nouvel Office fédéral de la protection de la population (OFFP) au sein du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), le Laboratoire de Spiez fournit une contribution majeure à la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.

L'auteur de ce texte, Kurt Münger, est chef d'information du Laboratoire de Spiez.

Un monde sans armes de destruction massive

KM. Les mutations de la situation internationale intervenues après 1989 ont considérablement modifié l'éventail des menaces pesant sur la Suisse. Ce contexte inédit a engendré de nouvelles possibilités qui touchent également les moyens de protection contre les dangers potentiels. La coopération internationale pour garantir la paix dans le monde et pour gérer les conflits grâce à des mesures ciblées dans les régions en crise occupe maintenant une place de choix. Le Laboratoire de Spiez s'est fortement engagé dans cette direction, à la demande des autorités fédérales. Il met désormais son savoir-faire au service de plusieurs organisations internationales, qui sont devenues d'importants partenaires: l'ONU, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mais aussi le programme Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN.

Des experts de Spiez ont assumé de hautes fonctions lors des inspections d'armement de l'ONU en Irak, notamment sur mandat de l'UNSCOM, fondée en 1991. Ils ont contribué ainsi à la destruction de grandes quantités d'armes chimiques irakiennes durant la première moitié des années 90. En 1999 et 2000, des collaborateurs du Laboratoire de Spiez ont également procédé à de vastes analyses des risques représentés pour la population par les munitions à l'uranium appauvri dans les Balkans, à l'occasion de différentes missions du PNUE. Et l'année dernière, une spécialiste a participé, pour le compte de la même organisation, à des contrôles de la qualité de l'eau potable en Afghanistan. Une équipe d'experts s'est rendue en Albanie entre 1998 et 2001, dans le cadre du programme PPP et en collaboration avec les autorités locales, pour y éliminer une grande quantité de toxiques chimiques. En outre, le Laboratoire de Spiez est impliqué en permanence dans divers programmes internationaux de contrôle des armements. Il est notamment reconnu comme laboratoire de référence par l'OIAC et joue un rôle important, au niveau mondial, dans les efforts de mise en application de l'interdiction des armes chimiques. Le Laboratoire de Spiez apporte ainsi une contribution importante à la paix dans le monde et à la résolution des conflits, en harmonie avec la tradition des bons offices de la Suisse et la philosophie de la sécurité par la coopération. □

Nouvelles subordinations au sein du DDPS

DDPS. Le conseiller fédéral Samuel Schmid, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), a décidé, dans la perspective de redéfinir l'axe prioritaire de certains services du département, de procéder à une nouvelle subordination de certains domaines partiels du DDPS. Cela concerne notamment le domaine «Défense», «Protection de la population» et la «Direction de la politique de sécurité».

Les contacts avec les cantons, qui étaient jusqu'à présent confiés à la «Coopération nationale de sécurité» de la Direction de la politique de sécurité (DPS), relèveront dorénavant de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP). Cela concerne les domaines partiels «Coopération/Affaires cantonales» et «Formation en matière de politique de sécurité» de la DPS.

La «Section de la maîtrise globale des armements et du désarmement», jusqu'à présent subordonnée au domaine de la «Défense» (Groupe de la promotion de la paix et de la coopération), y compris ses bureaux extérieurs de New York et de Genève, sera nouvellement subordonnée à la DPS.

Par ailleurs, dans le cadre des efforts entrepris pour optimiser les processus au sein du département, le conseiller fédéral Samuel Schmid a ordonné de procéder à un examen de l'ensemble du système d'information et de communication du DDPS. □